



RCS : TOURS

Code greffe : 3701

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de TOURS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

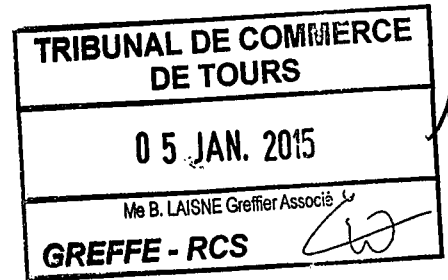
Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2010 B 00542

Numéro SIREN : 522 608 520

Nom ou dénomination : A.M.I. 37

Ce dépôt a été enregistré le 05/01/2015 sous le numéro de dépôt 20



A.M.I. 37

Société à Responsabilité Limitée au Capital de 6.000 Euros

Siège social : 2 bis, rue des Vergers – 37190 CHEILLE

R.C.S. TOURS 522 608 520

2015 0020

**DECISIONS EXTRAORDINAIRES DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 15 DECEMBRE 2014**

PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille quatorze,

Le 15 décembre, à 18 heures.

Monsieur Jérôme COTRET, Associé unique la société « **A.M.I. 37** » au capital de 6.000 Euros, divisé en 600 parts de 10 Euros chacune,

A pris les décisions suivantes,

Il est ici rappelé que le capital de la Société est intégralement détenu par Monsieur Jérôme COTRET et que celui-ci exerce en même temps les fonctions de Gérant.

Monsieur Jérôme COTRET tient à sa disposition :

- Le rapport qu'il a mis au point en tant que Gérant,
- le texte des résolutions soumises à son approbation,
- un exemplaire des statuts sociaux.

Monsieur Jérôme COTRET déclare que sa décision en tant qu'Associé unique doit porter sur l'ordre du jour suivant :

50

ORDRE DU JOUR

1. Lecture du rapport du Gérant.
2. Augmentation de capital par incorporation de réserves à concurrence d'une somme de 94.200 Euros et élévation du nominal des parts.
3. Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts.
4. Pouvoirs à conférer pour l'accomplissement des formalités de publicité légale.

Puis, il rappelle que son rapport de la Gérance ainsi que le texte des décisions soumises à l'approbation de l'Associé unique ont été mis au point plus de quinze jours avant la date de la présente décision.

Monsieur Jérôme COTRET procède à la lecture de son rapport du Gérant.

Les décisions suivantes ont été adoptées par Monsieur Jérôme COTRET, Associé unique.

PREMIERE DECISION

L'Associé unique,

Après avoir entendu lecture du rapport du Gérant,

Décide, de procéder à une augmentation de capital d'un montant de 94.200 Euros, pour le porter de 6.000 Euros à 100.200 Euros.

Cette augmentation de capital est réalisée par incorporation directe de pareille somme, prélevée à due concurrence sur le poste « Autres Réserves », étant observé que celui-ci s'élève à 96.083 Euros après affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2014 adoptée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 septembre 2014, et après la distribution de dividende intervenue en date du 10 décembre 2014.

L'Associé unique prend acte qu'après incorporation de ladite somme au capital de la Société le poste « Autres réserves » est ramené à un montant de 1.883 Euros.

DEUXIEME DECISION

L'Associé unique,

Décide que cette augmentation de capital est réalisée au moyen de l'élévation du nominal de chaque parts de 10 Euros à 167 Euros, ce qui permet à l'Associé unique de conserver son nombre de part actuel.

En conséquence, ladite augmentation est définitive et entièrement réalisée.

TROISIEME DECISION

L'Associé unique,

En conséquence de l'adoption des décisions qui précèdent, décide de modifier ainsi qu'il suit les articles 6 et 7 des statuts :

« ARTICLE 6 - APPORTS

Il a été ajouté l'alinéa suivant :

- *aux termes des Décisions Extraordinaires de l'Associé unique du 15 décembre 2014, le capital social a été porté de 6.000 Euros à 100.200 Euros, par incorporation de réserve, et élévation de la valeur nominal des parts sociales. »*

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CENT MILLE DEUX CENTS (100.200) Euros. Il est divisé en SIX CENTS (600) parts de CENT SOIXANTE SEPT (167) Euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 600, et attribuées intégralement à l'Associé unique, Monsieur Jérôme COTRET. »

QUATRIEME DECISION

L'Associé unique,

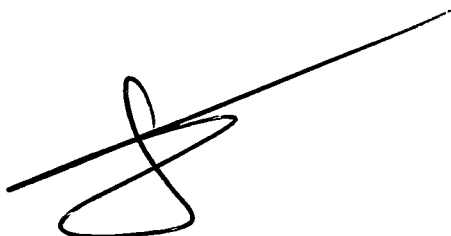
Donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer les formalités de publicité légale se rapportant aux décisions qui précèdent.

CLOTURE

Plus rien n'étant à décider, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'Associé unique.

Monsieur Jérôme COTRET



Enregistré à : SIE DE TOURS OUEST (ENREGISTREMENT)

Le 24/12/2014 Bordereau n°2014/2 960 Case n°16

Enregistrement : 375 € Pénalités :

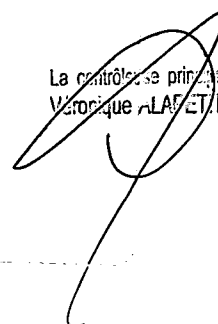
Ext 9717

Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros

Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros

La Contrôleuse principale des finances publiques

La contrôleuse principale
Véronique LAFLETTE



TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOURS
05 JAN. 2015
Me B. LAISNE Greffier Associé GREFFE - RCS

A.M.I. 37

Société à Responsabilité Limitée au Capital de 100.200 Euros

Siège social : 2 bis, rue des Vergers – 37190 CHEILLE

R.C.S. TOURS 522 608 520

2015 0020

STATUTS

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Il est créé unilatéralement une Société à Responsabilité Limitée régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à venir, ainsi que par les présentes.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- ✚ Maintenance et assistance industrielles dans tous les domaines techniques tels que :
 - Hydraulique, mécanique, électricité, pneumatique, chaudronnerie, transfert, automatisme, consulting.
- ✚ Mise en conformité de tableaux électriques.
- ✚ La vente de tous biens et services sous forme de courtage, commissionnement, négoce.
- ✚ Toutes activités d'intermédiaire, d'apport ou d'agence d'affaires.

Aux fins ci-dessus, la Société peut accomplir tous actes, toutes opérations de quelque nature ou importance qu'ils soient dès lors qu'ils concourent ou peuvent concourir, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités définies à l'alinéa précédent.

Et généralement, faire toutes opérations commerciales, civiles, financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à ce qui précède ou susceptibles de favoriser le développement ou l'extension des affaires sociales.

Elle pourra également prendre, sous toutes formes, tous intérêts et participations dans toutes affaires et entreprises françaises et étrangères, quel que soit leur objet.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La Société a pour dénomination : **A.M.I. 37**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précisée ou suivie immédiatement des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société est établi à : **CHEILLE (37190) 2 bis, rue des Vergers**

Il peut être transféré partout ailleurs en vertu d'une décision de l'Associé unique.

ARTICLE 5 - DUREE

La Société est constituée pour une durée de quatre vingt dix neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 - APPORTS

Il est fait uniquement des apports en numéraire, à savoir la somme de SIX MILLE (6.000) Euros déposée auprès de la Banque CREDIT AGRICOLE, Agence de CHINON (I & L), le 18 Mai 2010, à un compte ouvert au nom de la Société en formation, ainsi qu'en atteste le récépissé délivré par ladite Banque, le même jour.

Aux termes des Décisions Extraordinaires de l'Associé unique du 15 décembre 2014, le capital social a été porté de 6.000 Euros à 100.200 Euros, par incorporation de réserve, et élévation de la valeur nominal des parts sociales.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CENT MILLE DEUX CENTS (100.200) Euros. Il est divisé en SIX CENTS (600) parts de CENT SOIXANTE SEPT (167) Euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 600, et attribuées intégralement à l'Associé unique, Monsieur Jérôme COTRET.

TITRE III

PARTS SOCIALES - CESSION DE PARTS

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Chaque part confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices et dans tout l'actif social.

ARTICLE 9 - CESSION ET TRANSMISSION DE PARTS SOCIALES

Les cessions de parts sociales réalisées par l'Associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'Associés, les parts sociales sont librement cessibles entre les Associés. Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec le consentement de la majorité des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les parts sociales transmises par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, ou cédées entre conjoints, entre ascendants et descendants sont également soumises à agrément dans les mêmes conditions.

Le conjoint d'un Associé apporteur de biens communs ou acquéreur de parts sociales à partir de fonds communs qui aura notifié, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition, son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises, sera agréé en qualité d'associé à la majorité des autres Associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

En revanche, si cette notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les Associés vaut pour les deux Epoux.

TITRE IV

GERANCE

ARTICLE 10 - NOMINATION

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, par le ou les associés avec ou sans limitation de durée de leur mandat. Le mandat peut être renouvelé s'il a été conféré pour une durée limitée.

Les gérants sont nommés et révoqués par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

ARTICLE 11 - POUVOIRS

Le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Dans les rapports internes toutefois, lorsque la gérance n'est pas assurée par l'associé unique, le gérant ne peut constituer hypothèque sur un immeuble social, ni nantir le fonds de commerce de la Société sans y avoir été autorisé par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision de l'Assemblée.

ARTICLE 12 - REMUNERATION

La rémunération du gérant est fixée par décision de l'associé unique ou de l'assemblée des associés.

TITRE V

CONVENTIONS ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

ARTICLE 13 - CONVENTIONS SOUMISES A PROCEDURE SPECIALE

Les conventions conclues entre l'associé unique et la société, à moins qu'elles ne portent sur des opérations courantes et ne soient conclues à des conditions normales, doivent faire l'objet d'un rapport spécial de la gérance ou, s'il en existe un, du Commissaire aux Comptes.

Ces conventions, en cas de pluralité d'associés, doivent être ratifiées par l'assemblée. Le refus de ratification n'entraîne pas la nullité des conventions, mais leurs conséquences dommageables pour la société demeurent à la charge de l'associé ou du gérant.

Ces mêmes conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'autorisation préalable de l'associé unique, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes.

ARTICLE 14 - CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité, un gérant ou un associé, personne physique, ne peut contracter un emprunt auprès de la société, se faire consentir par elle un découvert en compte-courant ou faire avaliser ou cautionner par elle ses engagements.

Cette même prohibition existe à l'égard des conjoints, ascendants et descendants des conjoints des associés de même qu'en cas d'interposition de personne.

TITRE VI

DECISIONS COLLECTIVES - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

ARTICLE 15 - DECISIONS COLLECTIVES

L'associé unique exerce les pouvoirs et prérogatives de l'assemblée générale dans la société pluripersonnelle. Ses décisions sont répertoriées sur un registre coté et paraphé. Il ne peut en aucun cas déléguer ses pouvoirs.

En cas de pluralité d'associés, l'assemblée convoquée par le gérant dispose des pouvoirs que les textes en vigueur et les présents statuts lui attribuent.

Chaque associé a, au sein de l'Assemblée Générale, le droit de se faire représenter par un autre associé, son conjoint ou toute autre personne de son choix. Il ne peut toutefois se faire représenter par un autre associé si les associés sont au nombre de deux, ou par son conjoint si la société ne comprend que les deux époux.

Les copropriétaires d'une part sociale indivise sont représentés par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné par le Président du Tribunal de Commerce à la requête du plus diligent.

ARTICLE 16 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} Avril et se termine le 31 Mars.

Le premier exercice social commencera à compter de la date d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés et sera clos le 31 Mars 2011.

La Gérance établit à la fin de chaque exercice social, l'inventaire, le bilan, le compte de résultat et l'annexe prescrits par la Loi.

ARTICLE 17 - COMPTES SOCIAUX

Le gérant non associé ou l'associé unique gérant établit le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels.

L'associé unique approuve les comptes dans le délai de six mois suivant la clôture de l'exercice.

ARTICLE 18 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Sur les bénéfices nets, diminués le cas échéant des pertes antérieures :

Il est fait d'abord un prélèvement de 5 % au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve dite "réserve légale" ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent et augmenté des reports bénéficiaires.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé les sommes que l'assemblée générale fixe pour la constitution ou la dotation de tous fonds de réserve ou pour être reportées à nouveau.

L'excédent des bénéfices est réparti aux associés à titre de dividende proportionnellement au nombre de parts possédées.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle. En ce cas, la décision unique précise expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

TITRE VII
DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 19 - OPTION A L'IMPOT SUR LES SOCIETES

Monsieur Jérôme COTRET, Associé unique de la Société A.M.I. 37, décide d'opter pour l'assujettissement à l'impôt sur les Sociétés des résultats de la Société, ceci après avoir observé que par application des textes actuellement en vigueur, cette option est irrévocable.

Elle sera notifiée à l'Administration fiscale au plus tard dans les trois mois des présentes à la diligence de la Gérance.

ARTICLE 20 - FRAIS - POUVOIRS

Les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la Société.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales de publicité.

Statuts signés à SAINT AVERTIN (Indre et Loire), le 18 mai 2010 et enregistrés au SIE DE TOURS OUEST le 19 mai 2010 bordereau 2010/1 001 Case n°15

Statuts modifiés aux termes d'une décision Extraordinaire de l'Associé Unique en date du 15 décembre 2014.

certifié conforme

J. Cotret
